



Parc de l'Aéroport
45, rue Jérémy Bentham
34470 Pérols

MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : IMMEUBLE LE BELEM 2 EME ETAGE, 355 RUE VENDEMAIRE 34 000
MONTPELLIER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le paragraphe « Fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels précise les modalités d'évaluation des fonds dédiés comptabilisés sur l'exercice concernant la subvention liée au dispositif « Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ) ». Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses retenues et à revoir les calculs effectués pour l'évaluation du montant des fonds dédiés à la clôture de l'exercice et à vérifier que la note de l'annexe des comptes annuels fournit une information appropriée.
- Le paragraphe « Engagement retraite » de l'annexe aux comptes annuels décrit la méthode d'évaluation de la provision pour engagements de fin de carrière comptabilisée dans les comptes de l'association.
Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

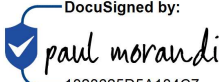
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars CPA

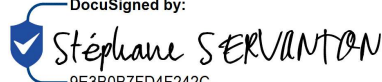
Pérols, Date de la signature électronique

06 juin 2024

DocuSigned by:

1828625D5A184C7...

Paul Morandi

Associé

DocuSigned by:

9E3B0B7FD4F242C...

Stéphane SERVANTON

Directeur

MLJ3M	Bilan actif	N° Siret 41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE) 8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du 01/01/23
		au 31/12/23
		Tenue de compte : €

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311222
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	40 436,91	32 820,14	7 616,77	11 811,27
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil	40 436,91	32 820,14	7 616,77	11 811,27
Fonds commercial				
Autres immob. incorporelles				
Avances et acomptes sur immos				
Immobilisations corporelles	1 438 775,38	818 734,56	620 040,82	740 501,02
Terrains				
Constructions				
Installations techn., mat., outil				
Autres immob. corporelles	1 438 775,38	818 734,56	620 040,82	740 501,02
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Immobilisations financières	135 947,77		135 947,77	152 386,43
Participations selon mise en équ.				
Autres participations				
Créances rattach. à des particip.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immob. financières	135 947,77		135 947,77	152 386,43
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE	1 615 160,06	851 554,70	763 605,36	904 698,72
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières & approvision				
En cours de production de biens				
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Créances	1 728 943,77		1 728 943,77	2 875 216,83
Fournisseurs débiteurs	10 626,01		10 626,01	11 110,87
Personnel et comptes rattachés	58 294,59		58 294,59	57 309,57
Subventions à recevoir	1 005 754,17		1 005 754,17	667 510,52
Autres créances	654 269,00		654 269,00	2 139 285,87
Trésorerie	2 742 033,43		2 742 033,43	2 614 365,88
Valeurs mobilières de placement	10 186,75		10 186,75	10 095,25
Disponibilités	2 731 846,68		2 731 846,68	2 604 270,63
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	4 470 977,20		4 470 977,20	5 489 582,71
Charges constatées d'avance	237 618,81		237 618,81	97 235,80
Charges constatées d'avance	237 618,81		237 618,81	97 235,80

Impression provisoire

MLJ3M	Bilan actif	N° Siret	41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE)	8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant	
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du	01/01/23
		au	31/12/23
		Tenue de compte : €	

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311222
TOTAL III - COMPTES REGULARISATION	237 618,81		237 618,81	97 235,80
ACTIF - TOTAL GENERAL (I à III)	6 323 756,07	851 554,70	5 472 201,37	6 491 517,23

MLJ3M	Bilan passif	N° Siret 41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE) 8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du 01/01/23
		au 31/12/23
		Tenue de compte : €

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311222
-------------------	--	--	----------------	-----------

LES FONDS ASSOCIATIFS				
Réserves de Trésorerie			1 261 068,31	1 107 158,25
Réserves de Trésorerie			1 261 068,31	1 107 158,25
Réserve légale				
Rés. statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Report à nouveau				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice			263 647,10	153 910,06
Excédent ou Déficit de l'exercice			263 647,10	153 910,06
Subventions d'investissement				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Provisions réglementées				
TOTAL (I) - FONDS ASSOCIATIFS			1 524 715,41	1 261 068,31
LES FONDS DEDIES				
Fonds reportés et dédiés			1 170 506,00	1 310 214,00
Fonds Dédiés			1 170 506,00	1 310 214,00
TOTAL (II) - FONDS DEDIES			1 170 506,00	1 310 214,00
LES PROVISIONS				
Provisions pour risques			108 349,00	11 296,00
Provisions pour personnel				
Autres provisions pour risques			108 349,00	11 296,00
Provisions pour charges			442 804,00	393 550,00
Provisions pour charges			442 804,00	393 550,00
TOTAL (III) - PROV RISQUES & CHARG			551 153,00	404 846,00
LES DETTES				
Emprunts et dettes financières			446 944,33	547 191,99
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			446 944,33	547 191,99
Dettes Fournisseurs			386 092,65	607 354,05
Dettes fourniss. & cptes rattachés			386 092,65	607 354,05
Dettes fiscales et sociales			1 142 237,26	1 045 377,48
Dettes fiscales et sociales			1 142 237,26	1 045 377,48
Autres dettes			197 822,72	1 159 062,50
Autres dettes			197 822,72	1 159 062,50
TOTAL (IV) - TOTAL DETTES			2 173 096,96	3 358 986,02
Produits constatés d'avance			52 730,00	156 402,90
Produits constatés d'avance			52 730,00	156 402,90

Impression provisoire

MLJ3M	Bilan passif	N° Siret	41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE)	8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant	
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du	01/01/23
		au	31/12/23
		Tenue de compte : €	

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311222
--------------------------	--	--	-----------------------	------------------

TOTAL (V) - COMPTES REGULARISATION			52 730,00	156 402,90
PASSIF TOTAL GENERAL (I à V)			5 472 201,37	6 491 517,23

MLJ3M	Compte de résultat	N° Siret 41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE) 8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du 01/01/23
		au 31/12/23
		Tenue de compte : €

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
-------------------	--	--	-----------	-----------

LES CHARGES				
ACHATS			74 961,03	76 645,33
Variation stock marchandises				
Electricité / Eau			22 514,26	25 100,99
Ach. non stockés Matières & Founit			52 446,77	51 544,34
Achats Etudes				
SERVICES EXTERIEURS			1 520 363,34	1 508 964,78
Prestations Partenaires			195 138,00	244 580,00
Location Immobil. & chges locatives			885 385,99	830 967,88
Location matériels & Logiciels			159 304,56	158 371,47
Entretien véhicule			468,63	285,00
Entretien/Réparat./Maintenance			122 116,34	129 923,51
Maintenance Informatique			108 785,27	100 701,13
Primes d'assurances			17 872,45	12 261,70
Documentation			5 778,23	5 898,31
Dépenses Formation du personnel			25 513,87	25 975,78
AUTRES SERVICES EXTERIEURS			409 369,95	368 857,38
Personnel intérimaire, pers.détaché				
Personnel mis à disposition MTP 3M			24 357,49	54 657,14
Honoraires, Rémun. intermédiaires			161 072,00	112 311,20
Publicité, Publication			8 987,93	4 406,33
Transport			2 005,00	8 835,60
Déplacements, missions, réception			125 542,23	101 154,41
Frais postaux			6 258,93	6 916,78
Frais de télécom et @			34 195,07	33 076,95
Services et frais bancaires			7 724,25	11 543,77
Cotisations liées à l'activité			39 227,05	35 955,20
IMPOTS - TAXES - VERST ASSIMILES			673 844,33	587 103,41
Taxes sur salaires			408 996,99	350 064,00
Crédit Impôt Taxe Sal. CITS				
Participation Format. Prof Continue			129 172,75	121 190,20
1% logement			20 857,17	17 910,06
Taxe Foncière			114 705,77	97 850,30
Autres impôts et taxes			111,65	88,85
CHARGES DE PERSONNEL			6 632 694,45	6 199 139,54
Salaires bruts			4 782 661,68	4 452 534,32
Charges patronales URSSAF			1 055 187,07	961 279,49
Autres charges patronales			457 536,86	393 138,71
Indemnités et avantages divers			42 271,82	85 522,19
Autres Chg. : TR, CE, Méd. Travail			214 014,02	207 688,83
Var. provision CP + Chg			106 470,00	75 517,00
Var. provision Précarité + chg			-25 447,00	23 459,00
AUTRES CHARGES GESTION COURANTE			57 607,34	87 728,16
Créances			57 528,91	87 641,00
Autres charges			78,43	87,16

Impression provisoire

MLJ3M	Compte de résultat	N° Siret 41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE) 8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du 01/01/23
		au 31/12/23
		Tenue de compte : €

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
CHARGES FINANCIERES			4 010,84	4 471,09
Charges financières			4 010,84	4 471,09
CHARGES EXCEPTIONNELLES			19 863,66	13 383,31
Charges Exceptionn.			19 863,66	13 383,31
Provision Charge exceptionnelle				
DOTATIONS AMORT. DEPRECIATION, PROV			336 351,61	212 516,42
Dotations Amort, des Immobilisat.			178 748,61	175 811,42
Dotations aux provisions			157 603,00	36 705,00
ENGAGT A REALISER S/RESS. AFFECTEES			1 170 506,00	1 310 214,00
Fonds dédiés Garantie Jeunes				
Fonds dédiés Quartier Été 2020				
Fonds dédiés CEJ			1 170 506,00	1 310 214,00
TOTAL CHARGES			10 899 572,55	10 369 023,42
EXCEDENT DE L' EXERCICE			263 647,10	153 910,06
EMPLOI DES CONTRIBUTIONS EN NATURE			62 573,00	62 573,00
Personnel et Locaux			62 573,00	62 573,00
TOTAL GENERAL			11 225 792,65	10 585 506,48

Impression provisoire

MLJ3M	Compte de résultat	N° Siret 41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE) 8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du 01/01/23
		au 31/12/23
		Tenue de compte : €

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
-------------------	--	--	-----------	-----------

LES PRODUITS				
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT			8 422 618,45	9 269 112,75
Etat CPO			6 888 526,00	7 766 113,00
Garantie Jeune (subv. principale)				
Métropole Montpellier 3M			633 000,00	633 790,00
Conseil Départ. 34			80 000,00	76 000,00
Région Occitanie AIOA			315 326,00	315 326,00
Pôle Emploi co-traitance			505 766,45	477 883,75
SUBVENTIONS ACTIVITES SPECIFIQUES			1 205 573,26	908 879,98
Subventions Etat			373 587,55	489 691,92
Subv. Conseil Régional Occitanie			158 212,58	149 092,87
Subvention Métropole MTP 3M			104 000,00	43 000,00
Subventions FSE			409 996,00	
Suvbentions Département				84 808,00
Subvention Fondations			8 800,00	2 500,00
Subventions Organ.Publics Nationaux			68 543,83	57 460,46
Services Civiques : subv. & Format°			82 433,30	82 326,73
Ss-Total SUBV. PRINCIP+SPECIF.			9 628 191,71	10 177 992,73
AIDES SUR LES CONTRATS AIDES			37 699,69	147 946,83
Aides - Embauches			37 699,69	147 946,83
TAXE APPRENTISSAGE RECUE			17 476,41	6 976,00
Taxe Apprentissage reçue			17 476,41	6 976,00
AUTRES PRODUITS			17 602,42	10 864,63
Frais de gestion FAJ				
Produits Activité annexe			17 463,27	10 800,00
Produits de gestion courante			139,15	64,63
PRODUITS FINANCIERS			19 317,37	1 534,11
Produits financiers			19 317,37	1 534,11
PRODUITS EXCEPTIONNELS			81 819,38	33 848,97
Produits Exceptionnels			81 819,38	33 848,97
REPRISE DOT AMORT. PROV. DEPRECIATI			23 296,00	89 229,00
Reprise Amort., prov.d'exploitation			23 296,00	89 229,00
Reprise Amort., prov.exceptionnel.				
REPRISE FONDS DEDIES			1 310 214,00	
Reprise Fonds dédiés			1 310 214,00	
TRANSFERTS DE CHARGES			27 602,67	54 541,21
Autres Transferts de charges			22 578,69	30 033,24
Remboursements OPCA			5 023,98	24 507,97
TOTAL PRODUITS			11 163 219,65	10 522 933,48

Impression provisoire

MLJ3M	Compte de résultat	N° Siret	41391443300052
355, rue Vendémiaire		NAF (APE)	8413Z
Immeuble le Belem		N° Identifiant	
34000 MONTPELLIER	Document fin d'exercice	Période du	01/01/23
		au	31/12/23
		Tenue de compte : €	

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
DEFICIT DE L'EXERCICE				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			62 573,00	62 573,00
Mises à Disposition gratuites			62 573,00	62 573,00
TOTAL GENERAL			11 225 792,65	10 585 506,48

ANNEXE COMPTABLE

Exercice clos au 31/12/2023

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Ces éléments d'informations ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

OBJET SOCIAL

Association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M) a pour objet l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans.

Dans ce cadre, elle facilite l'accès à l'emploi des jeunes résidant sur le territoire de la métropole de Montpellier. Pour ce faire, elle accueille, repère les demandes, détecte les besoins des jeunes et les analyse afin de leur permettre de construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle, en prenant en compte l'ensemble des problématiques rencontrées par ces derniers, dans tous les domaines de la vie quotidienne pouvant constituer des freins au parcours d'insertion (formation, logement, santé, etc...).

L'association s'associe à l'élaboration et contribue à la mise en œuvre de la politique générale d'insertion décidée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et les collectivités territoriales.

La MLJ3M est adhérente à l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) en charge de la représentation du réseau.

Le Président de la MLJ3M est élu membre du Conseil d'Administration de l'UNML.

La Mission Locale participe activement à la construction et l'animation de politiques locales d'insertion et de développement de l'emploi ainsi qu'au développement local.

Pour accueillir son public et réaliser sa mission, la MLJ3M dispose de :

- 7 Antennes (Centre-ville, Croix d'argent, Lattes, Villeneuve les Maguelone, Mosson, Pignan, Castries)
- 16 permanences décentralisées,
- 1 plateforme dédiée à l'Entreprise, l'emploi et l'alternance, le parrainage, la santé, la mobilité, la citoyenneté, la culture et le volontariat en service civique
- 2 sites exclusivement dédiés au dispositif du CEJ (Atalante et Thèbes)
- 1 siège social (Bélem R+2)

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement **ANC 2018-06** relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Comme pour les exercices précédents, les frais d'acquisitions des immobilisations (droits de mutations, frais d'actes, commissions...) et frais des emprunts éventuels ne sont pas incorporés au coût de nos actifs.

La circulaire du 12 octobre 2007 constitue le texte de référence comptable et financier des Missions Locales.

PERMANENCE DES METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La guerre en Ukraine étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'association estime que cet événement n'a pas d'impact sur son exploitation.

Il n'y a pas eu d'évènement significatif qui soit intervenu après la date de clôture.
Aucun autre évènement n'est à signaler.

FONDS DEDIES

La part de la subvention permettant de couvrir la poursuite des accompagnements CEJ sur l’année 2024 a été comptabilisée en **Fonds dédiés pour un montant de 1 170 506 €**, basée sur la durée prévisionnelle du parcours indiqué sur le Cerfa.

CEJ financés à :	Nombre de CEJ finançables €	% par niveau scolaire	Total du financement CEJ (entrées finançables 2023)	Montant du financement pour l'exercice 2023	Montant du financement report en 2024
1 650 €	1448	54%	2 389 200 €	1 821 411 €	567 789 €
1 900 €	1211	46%	2 300 900 €	1 698 183 €	602 717 €
Total général	2659	100%	4 690 100 €	3 519 594 €	1 170 506 €

- Chaque entrée dans le dispositif CEJ est financée par un forfait dépendant du niveau de qualification* le plus élevé du jeune, à savoir :
- 1 900€ pour le jeune ayant un niveau de qualification de niveau 0, 1 ou 2
 - 1 650€ pour le jeune ayant un niveau supérieur à 2

** selon la nomenclature des certifications professionnelles dans le cadre du décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019*

VARIATIONS DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES				
Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Dotation de l'exercice	A la clôture de l'exercice
ETAT - CEJ (2022)	1 310 214 €	1 310 214 €		0 €
ETAT - CEJ (Entrées 2023)	0 €	0 €	1 170 506 €	1 170 506 €
Total	1 310 214 €	1 310 214 €	1 170 506 €	1 170 506 €

L’exercice 2023 enregistre une dotation **Fonds dédiés pour 1 170 506 € pour le dispositif CEJ**, dont les charges liées à l’accompagnement des Jeunes vont se poursuivre au cours de l’année 2024.

IMMOBILISATIONS

Les biens immobilisés sont amortis de la manière suivante :

	<i>Durée amortissement</i>	<i>Mode</i>
Licences - logiciels	1 à 3 ans	Linéaire
Installations, agencements, aménagements	de 3 à 9 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Matériel bureau et informatique	de 2 à 5 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	5 ans	Linéaire

ETAT DES IMMOBILISATIONS					
	Valeur brute début exercice	Variations			Valeur brute fin exercice
		Augmentation	Virt Cpte à cpte	Diminution	
Immobilisations incorporelles	39 543 €	894 €			40 437 €
Licences - Logiciels	39 543 €	894 €			40 437 €
Immobilisations corporelles	1 396 248 €	57 546 €		-15 019 €	1 438 775 €
Installations, aménagements	623 200 €	12 808 €			636 008 €
Matériel de transport					
Matériel bureau et informatique	430 091 €	22 542 €		-12 557 €	440 076 €
Téléphones mobiles	24 612 €	4 825 €		-2 462 €	26 974 €
Mobilier de bureau	318 346 €	17 371 €			335 717 €
Immobilisations corp. en cours					
Locaux site ATALANTE					
Immobilisations financières	152 387 €	1 132 €		-17 571 €	135 948 €
Titres	0 €				0 €
Autres titres immobilisés					
Dépôts et cautions versées	152 386 €	1 132 €		-17 571 €	135 948 €
TOTAL GENERAL	1 588 178 €	59 571 €		-32 589 €	1 615 160 €

AMORTISSEMENTS

ETAT DES AMORTISSEMENTS					
	Valeur brute	Variations			Valeur brute
	début exercice	Augmentation	Virt Cpte à cpte	Diminution	fin exercice
Immobilisations incorporelles	27 732 €	5 088 €			32 820 €
Licences - Logiciels	27 732 €	5 088 €			32 820 €
Immobilisations corporelles	655 747 €	173 661 €		-10 673 €	818 735 €
Installations, aménagements	101 515 €	73 651 €			175 165 €
Matériel de transport					
Matériel bureau et informatique	341 712 €	54 085 €		-9 318 €	386 479 €
Téléphones mobiles	16 478 €	6 031 €		-1 356 €	21 154 €
Mobilier de bureau	196 042 €	39 894 €			235 936 €
TOTAL GENERAL	683 479 €	178 749 €		-10 673 €	851 555 €

VARIATIONS DES FONDS PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					0 €
Fonds propres avec droit de reprise					0 €
Ecart de réévaluation					0 €
Réserves	1 107 158 €		153 910 €		1 261 068 €
Report à nouveau	0 €				0 €
Excédent ou Déficit de l'exercice	153 910 €	153 910 €	263 647 €		263 647 €
Situation nette					0 €
Fonds propres consommables					0 €
Subventions d'investissement					0 €
Provisions réglementées					0 €
Total	1 261 068 €	153 910 €	417 557 €	0 €	1 524 715 €

PROVISIONS

A la clôture de l'exercice, les provisions totalisent un montant de **551 153 €** avec :

- * Une reprise de provisions pour risques et charges d'un montant de 11 296€ concerne le financement FSE 2021.
- * Une provision pour risque de 61 500€ pour la subvention FSE+ ADIR 2023.
- * Une provision pour risque de 10 556€ pour la subvention PIC Réfugiés (PIC IPR).
- * Une provision de 36 293€ concerne le risque de charges pour congés payés durant les absences maladie. La période de rétroactivité prise en compte concerne les maladies de 2020 à 2023 inclus. Le montant de 36 293€ équivaut à 234 jours.

	% provision	Indemn. CP	Charges	TOTAL
<i>Salariés sortis avant le 31/12/23</i>	100%	8 395 €	4 153 €	12 548 €
<i>Salariés présents au 31/12/2023</i>	100%	15 886 €	7 859 €	23 745 €
		24 281 €	12 012 €	36 293 €

- * La provision de 442 804€ € correspondant aux Indemnités de Fin de Carrières (IFC) pour la Retraite, avec un complément de dotation de 49 254€ sur l'exercice.
- * Une reprise de provision de 12 000€ pour dépréciation de deux créances Fondation de France.

PROVISIONS					
	Montant	Variations			Montant
	début exercice	Report à nouveau	Dotations	Reprises	fin exercice
Provisions pour risques et charges	404 846 €	0 €	157 603 €	-11 296 €	551 153 €
Provision pour litiges	0 €				0 €
Provisions pour risques	11 296 €	0 €	108 349 €	-11 296 €	108 349 €
Prov. Risque FSE/ADIR 2021 - MDFSE N°202003848	11 296 €			-11 296 €	0 €
Prov. Risque FSE+ 2023-2024 (année 2023)	0 €		61 500 €		61 500 €
Prov. Risque PIC Réfugiés (PIC IPR)			10 556 €		10 556 €
Prov. Risque CP/Maladie			36 293 €		36 293 €
Provisions pour charges	393 550 €	0 €	49 254 €	0 €	442 804 €
Prov. Pensions & obligations similaires (Retraite)	393 550 €		49 254 €		442 804 €
Provisions pour dépréciation	12 000 €		0 €	-12 000 €	0 €
Sur immobilisations	0 €		0 €	0 €	0 €
Sur créances	12 000 €		0 €	-12 000 €	0 €
Prov. FOND FCE 2019 - Ma Coupe est Pleine	9 000 €			-9 000 €	0 €
Prov. FOND FCE 2019 - Un toit sur moi	3 000 €			-3 000 €	0 €
TOTAL	416 846 €	0 €	157 603 €	-23 296 €	551 153 €
Dont dotations et reprises :					
	- exploitation		157 603 €	-23 296 €	
	- financières		0 €	0 €	
	- exceptionnelles		0 €	0 €	

ENGAGEMENTS RETRAITE

En application de la recommandation de l'ANC N°2013-02 et **ANC N°2018-01** du 20-04-2018, la MLJ3M a comptabilisé pour la 1^{ère} fois sur l'exercice 2021 ses engagements retraite selon la méthode de référence.

L'exercice 2023 enregistre une dotation complémentaire de retraite de 49 254€.

Pour rappel, les engagements de retraite ont été externalisés en 2005 pour une valeur de 15 699€ auprès de CNP Assurances (valeur d'origine).

Au 31/12/2023, le relevé de CNP assurances indique un capital de 26 563€.

Au cours de l'exercice, aucun versement complémentaire n'a été effectué.

Les délais de départ à la retraite sont répartis comme suit :

Délais de départ à la retraite	Nbre sal.	€
<ou = 3 ans	6	76 190 €
> 3 ans <ou= 7 ans	8	75 090 €
> 7 ans <ou= 10 ans	13	93 138 €
> 10 ans <ou= 20 ans	46	178 040 €
> 20 ans	92	46 909 €
	165	469 367 €

Au 31 décembre 2023, la provision des engagements retraite inscrite au bilan s'élève à **442 804€**, déduction faite de la valorisation du capital à hauteur 26 563€ au 31/12/23.

Calcul basé selon la méthode d'évaluation suivante :

- Age de départ : 64 ans
- Table de mortalité INSEE arrêtée à fin 12/2020 (T68)
- Taux d'actualisation : 3,17%
- Turn-over (moyenne) : 5,20%
- Taux de charges patronales : 49,47%
- Progression salariale : 2,50%
- I.D.R. calculées selon la CCN

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR		
	31/12/2023	31/12/2022
Produits à recevoir		
Frs RRR	10 626 €	11 111 €
Subventions à recevoir	1 005 754 €	667 511 €
P.A.R. Solde CEJ Réalisation 2022	0 €	2 132 950 €
P.A.R. Solde CEJ Réalisation 2023	224 200 €	0 €
P.A.R. FSE+ 2023	409 996 €	0 €
Organismes sociaux - produits à recevoir	58 259 €	51 955 €
Personnel avances et acomptes	0 €	5 354 €
Autres produits à recevoir	16 969 €	18 336 €
Intérêts courus à recevoir	2 447 €	
Total	1 728 251 €	2 887 217 €

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER		
	31/12/2023	31/12/2022
Charges à payer		
Fournisseurs factures non parvenues	100 458 €	153 178 €
Provision pour congés payés et RTT	302 676 €	241 507 €
Provision pour prime PPV (ex "prime Macron")	140 288 €	173 234 €
Provision pour prime précarité + autres primes	55 651 €	73 916 €
Provision pour charges sur congés payés et RTT	149 729 €	104 428 €
Provision pour charges sur prime précarité + autres primes	24 769 €	31 961 €
Charges sociales et fiscales à payer	96 710 €	102 991 €
Autres charges à payer	0 €	5 727 €
Intérêts courus sur emprunts	221 €	248 €
Commissions bancaires	853 €	2 487 €
Total	871 356 €	889 677 €

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES				
	Montant Brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Créances				
Fournisseurs débiteurs	10 626 €	10 626 €		
Créances personnel et comptes rattachés	58 295 €	58 295 €		
Subventions	1 005 754 €	1 005 754 €		
Etat	743 144 €	743 144 €		
FSE	0 €	0 €		
Région	213 303 €	213 303 €		
Métropole 3M	8 800 €	8 800 €		
Département Hérault	0 €	0 €		
ARS	0 €	0 €		
Fondation de France	0 €	0 €		
ARML	34 207 €	34 207 €		
Ville de Montpellier	6 300 €	6 300 €		
Autres organismes publics	0 €	0 €		
Autres créances	654 269 €	244 273 €	409 996 €	
Etat solde CEJ 2023	224 200 €	224 200 €		
FSE+ 2023 ADIR	409 996 €	0 €	409 996 €	
ASP Subvention + Rbt formation Services civiques	2 560 €	2 560 €		
Autres remboursements (Agefiph ; Assurances)	14 409 €	14 409 €		
Débiteurs Créditeurs divers Réseau ML	3 104 €	3 104 €		
Total	1 728 944 €	1 318 948 €	409 996 €	0 €

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES				
	Montant Brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes				
Fournisseurs et comptes rattachés	386 093 €	386 093 €		
Dettes fiscales & sociales	1 142 237 €	1 142 237 €		
Autres dettes	197 823 €	197 823 €		
Total	1 726 153 €	1 726 153 €	0 €	0 €

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Année de souscription	Etab. Bancaire	K emprunté	Solde K au 31/12/22 N-1	K remboursé en N	K restant dû au 31/12/2023 (I/C exclus)	K restant dû < 1 an	K restant dû 2 à 5 ans	K restant dû > 5 ans	Intérêts courus au 31/12/23
2020	C COOP	75 000 €	32 884 €	15 156 €	17 728 €	15 192 €	2 535 €	0 €	2 €
2021	C COOP	130 000 €	57 850 €	43 377 €	14 473 €	14 473 €	0 €	0 €	1 €
2021	LBP	500 000 €	453 723 €	40 054 €	413 669 €	40 416 €	165 351 €	207 902 €	217 €
	-	705 000 €	544 457 €	98 587 €	445 870 €	70 082 €	167 886 €	207 902 €	221 €

- * Le prêt de 130 000 € accordé en 2021 par le Crédit Coopératif est venu financer principalement les acquisitions de mobiliers de bureau, de matériels informatiques du site THEBES et les acquisitions de matériels informatiques pour les nouveaux salariés.
- * Le prêt de 500 000€ attribué en octobre 2021 par La Banque Postale a permis de financer les aménagements des locaux des deux niveaux du site ATALANTE regroupant l'antenne du centre-ville (RDJ) et la plateforme CEJ (R+1) ainsi que les acquisitions de mobilier et le matériel informatique du site ATALANTE.

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE		
	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation	52 730 €	156 403 €
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total P. C. A.	52 730 €	156 403 €
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	237 619 €	97 236 €
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total C. C. A.	237 619 €	97 236 €

- * **Les Produits Constatés d'Avance : 52 730 €**
Ils correspondent aux subventions couvrant plusieurs exercices, sur la période 2023 à 2024 :
 - 16 018 € : ARM/REGION Nouvel Horizon Demandeurs d’asile (2024)
 - 36 712€ : DDETS Insertion professionnelle des réfugiés MNA (jusqu’au 30/11/2024)
- * **Les Charges Constatées d'Avance : 237 619€**
Il s’agit de charges engagées et comptabilisées sur l’exercice 2023, se rapportant à l’activité de l’année 2024 :
 - 215 665 € : charges de fonctionnement
 - 21 954 € : prestations Partenaires action Mobilité internationale 2024

AUTRES INFORMATIONS

- **TAXE D'APPRENTISSAGE**

En qualité d'organisme participant au service public de l'orientation, la structure a bénéficié de **versements de taxe d'apprentissage** à hauteur de **17 476€** dans le cadre de son habilitation par la Région OCCITANIE à percevoir cette taxe. (loi Avenir professionnel du 01/08/2018)

- **LES MISES A DISPOSITION GRATUITES**

Les mises à disposition gratuites sont inscrites pour **62 573€** en pied de page du compte de résultat et demeurent sans incidence sur le résultat de l'exercice.

✓ Métropole Montpellier 3M :	- Locaux	17 573€
✓ Pôle emploi :	- 1 agent	45 000€

- **LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

Néant.

- **LES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Les charges exceptionnelles pour 19 864€ correspondent aux valeurs nettes d'immobilisations cédées et à des régularisations de cotisations retraite.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 81 819€, dont 72K€ correspondant à des avoirs sur la location du site Atalante.

Le résultat exceptionnel dégagé sur l'exercice s'élève à 61 956€.

- **EFFECTIF AU 31/12/2023**

L'effectif de la structure s'établit à 168 salariés, représentant un ETP de 163,79.

Avec le personnel mis à disposition, l'effectif est porté à 169 personnes pour un **ETP de 164,79**.

- **REMUNERATIONS VERSEES AUX TROIS PLUS HAUTS**

DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Selon l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, « les associations dont le budget est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent indiquer les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés ».

Pour 2023, les **rémunérations des trois plus hauts cadres** salariés s'élèvent à **233 407€**.

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du Bureau de la ML durant l'exercice.